

§ 2. A l'article 1er, 4°, de l'arrêté royal du 1er juin 1964 fixant la position administrative de certains agents des administrations de l'Etat qui accomplissent, en temps de paix, des prestations militaires ou des services en exécution de la loi du 3 juin 1964 portant statut des objecteurs de conscience, les mots « sans préjudice des règles qui sont ou qui pourraient être prises à l'égard des stagiaires du niveau 1 qui interrompent leur stage » sont supprimés.

§ 3. A l'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat, les mots « sans préjudice des règles qui sont ou pourraient être prises à l'égard des stagiaires du niveau 1 qui interrompent leur stage » sont supprimés.

§ 4. Dans l'article 18, § 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat, les mots « articles 28 et 31, § 1er » sont remplacés par les mots « articles 30, § 2, et 33, § 1er ».

§ 5. Dans l'article 10 de l'arrêté royal du 11 août 1972 stimulant l'emploi de handicapés dans les administrations de l'Etat, les alinéas 1 et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Sans préjudice de l'article 28 sexies, § 1er, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, le handicapé stagiaire ne peut être licencié pour inaptitude que sur avis conforme de la commission.

Les rapports de stage concernant les stagiaires handicapés ainsi que le rapport visé aux articles 32, § 1er, et 36 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 sont également communiqués à la commission ».

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Le Roi fixe les dates d'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté en ce qui concerne les organismes d'intérêt public soumis à l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public.

Art. 10. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 novembre 1982.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
Ch.-F. NOTHOMB

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,

L. WALTNIEL

F. 83 — 14

18 NOVEMBRE 1982. — Arrêté royal concernant l'accueil et la formation des agents de l'Etat

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié notamment par l'arrêté royal du 18 novembre 1962;

Considérant qu'il y a lieu de promouvoir et d'organiser l'accueil et la formation permanente des agents;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 28 mars 1982;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

§ 2 In artikel 1, 4°, van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 tot vaststelling van de administratieve toestand van sommige ambtenaren van de Rijksbesturen, die in vredetijd militaire prestaties of diensten verrichten in uitvoering van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden worden de woorden « onverminderd echter de regelen welke ten aanzien van stagiairs van het niveau 1 die hun stage onderbreken, worden of mochten worden bepaald » geschrapt.

§ 3. In artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 13 november 1967 betreffende de stand beschikbaarheid van het Rijkspersoneel worden de woorden « onverminderd echter de regelen welke ten aanzien van de stagiairs van het niveau 1 die hun stage onderbreken, worden of mochten worden bepaald » geschrapt.

§ 4. In artikel 18, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel, worden de woorden « artikel 28 en 31, § 1 », vervangen door de woorden « artikelen 30, § 2, en 33, § 1 ».

§ 5. In artikel 10 van het koninklijk besluit van 11 augustus 1972 ter bevordering van de tewerkstelling van minder-validen in de rijksbesturen, worden het eerste en tweede lid vervangen door de volgende bepalingen :

« onverminderd artikel 28sexies, § 1, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 kan de stagedoende minder-valide wegens beroepsongeschiktheid slechts worden afgedankt op eensluidend advies van de commissie.

De stageverslagen betreffende de minder-valide stagiairs alsook het verslag bedoeld in de artikelen 32, § 1, en 36 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 worden ook aan de commissie medegedeeld ».

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

De Koning stelt de data vast waarop de bepalingen van dit besluit in werking treden ten aanzien van de instellingen van openbaar nut die onderworpen zijn aan het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut.

Art. 10. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 november 1982.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Openbaar Ambt,
Ch.-F. NOTHOMB

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,

L. WALTNIEL

N. 83 — 14

18 NOVEMBER 1982. — Koninklijk besluit betreffende het onthaal en de vorming van het rijkspersoneel

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 november 1982;

Overwegende dat het onthaal en de voortdurende vorming van de ambtenaren dienen bevorderd en georganiseerd te worden;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van Advies;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 26 maart 1982;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré de Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1er. — Dispositions générales

Article 1er. Le présent arrêté est applicable :

1° aux agents de l'Etat soumis à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

2° aux stagiaires, candidats agents de l'Etat.

Art. 2. § 1er. Le comité permanent chargé de promouvoir la formation des agents des services publics conseille le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions lors de l'élaboration générale des programmes de formation.

§ 2. Dans chaque ministère, une commission de concertation relative à la formation des agents de l'Etat et des stagiaires, conseille le ministre dans l'élaboration de ses programmes d'accueil et de formation.

Le ministre fixe la composition de la commission; celle-ci comprend au moins :

1° le secrétaire général ou le directeur général délégué par le ministre;

2° les directeurs de la formation;

3° un délégué de chacune des organisations syndicales considérées comme représentatives au sens de l'article 7, § 1er, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

CHAPITRE 2. — De l'accueil

Art. 3. Dans chaque ministère, les directeurs de la formation organisent avec le concours des chefs de service, l'accueil des nouveaux agents et veillent à leur adaptation.

Ils leur fournissent à cet effet toutes les informations nécessaires en se conformant aux directives du ministre qui a la fonction publique dans ses attributions et, complémentairement, du directeur général de la formation.

CHAPITRE 3. — De la formation

Section 1ère

Des services ministériels de formation

Art. 4. Dans l'accomplissement de la mission qui lui est confiée par l'article 48quater, § 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, le directeur de la formation se conforme aux objectifs que lui assignent chacun pour ce qui le concerne, le ministre dont il relève et le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

Section 2

Des dispenses de service et des congés de formation

Art. 5. § 1er. Le ministre détermine les activités de formation auxquelles la participation est obligatoire.

§ 2. En outre, s'ils y sont autorisés par leur supérieur hiérarchique, les agents peuvent participer à des activités organisées ou proposées par l'administration en vue de parfaire leur formation ou de les préparer à une promotion de grade.

Ils sont dispensés de service pendant la période de travail nécessaire.

§ 3. Des congés de formation sont accordés aux agents qui participent d'initiative à des activités de formation, agréées par leur département sur avis du directeur général de la formation, et ayant pour but le développement professionnel de l'agent. Le congé est égal à la moitié de la durée de l'activité de formation.

Art. 6. Les congés de formation prévus à l'article 5, § 3, ne peuvent être accordés que pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas. Ils ne peuvent au total dépasser 38 heures par période de douze mois consécutifs, ce nombre étant toutefois réduit de la durée des dispenses de service accordées en application de l'article 5, § 2.

L'intérêt du service ne peut être opposé à l'agent deux années de suite. Si, au cours d'une année, l'agent n'utilise pas ou n'utilise que partiellement les heures auxquelles il peut prétendre, le reliquat est reporté; le ministre dont il relève peut limiter à 5 le nombre de reports.

Art. 7. § 1er. Le ministre dont dépend l'agent détermine les modalités de l'octroi des congés de formation, après avis de la commission de concertation visée à l'article 2, § 2.

§ 2. Le congé de formation ne peut être accordé plusieurs fois pour participer à une même activité de formation.

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Ambt en van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op :

1° de rijksambtenaren onderworpen aan het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel;

2° de stagiairs, kandidaat-rijksambtenaren.

Art. 2. § 1. Het vast comité ter bevordering van de vorming der personeelsleden van de openbare diensten adviseert de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort bij de algemene uitwerking van de vormingsprogramma's.

§ 2. In elk ministerie adviseert een overlegcommissie voor de vorming van de rijksambtenaren en de stagiairs de minister bij de uitwerking van zijn onthaal- en vormingsprogramma's.

De Minister stelt de samenstelling van de commissie vast; deze bestaat ten minste uit :

1° de secretaris-generaal of de directeur-generaal afgevaardigd door de minister;

2° de vormingsdirecteurs;

3° een afgevaardigde van elke vakorganisatie die als representatief wordt beschouwd overeenkomstig artikel 7, § 1, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

HOOFDSTUK 2. — Het onthaal

Art. 3. In elk ministerie organiseren de vormingsdirecteurs met de medewerking van de dienstcheefs het onthaal van de nieuwe personeelsleden en dragen zorg voor hun aanpassing.

Te dien einde verschaffen zij hun alle nodige informatie overeenkomstig de richtlijnen van de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort en in bijkomende orde van de directeur-generaal van de vorming.

HOOFDSTUK 3. — De vorming

Afdeling 1. — De ministeriële vormingsdiensten

Art. 4. In de vervulling van de opdracht die hem bij artikel 48quater, § 2, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 toevertrouwd wordt, houdt de vormingsdirecteur zich bij de doelstellingen die hem aangewezen worden door de minister onder wie hij ressorteert en de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, ieder wat hem betreft.

Afdeling 2

Vrijstellingen van dienst en vormingsverloven

Art. 5. § 1. De minister bepaalt de vormingsactiviteiten waaraan moet worden deelgenomen.

§ 2. Indien zij daarvoor toestemming krijgen van hun hiërarchische meerdere mogen de personeelsleden bovendien deelnemen aan activiteiten georganiseerd of voorgesteld door het bestuur ten einde hun vorming te vervolmaken of hen op een bevordering in graad voor te bereiden.

Zij worden gedurende de nodige arbeidstijd van dienst vrijgesteld.

§ 3. Vormingsverloven worden toegekend aan de personeelsleden die op hun initiatief deelnemen aan vormingsactiviteiten erkend door hun ministerie op advies van de directeur-generaal van de vorming en die beroepsontwikkeling van de personeelsleden tot doel hebben. Het verlof is gelijk aan de helft van de duur van de vormingsactiviteit.

Art. 6. De bij artikel 5, § 3, bedoelde vormingsverloven mogen slechts toegekend worden voor zover het belang van de dienst zich daar niet tegen verzet. Zij mogen in totaal 38 uren per periode van twaalf opeenvolgende maanden niet overschrijden; dit getal wordt evenwel verminderd met de duur van de dienstvrijstellingen toegekend bij toepassing van artikel 5, § 2.

Het belang van de dienst mag het personeelslid geen twee opeenvolgende jaren tegengesteld worden. Indien het personeelslid, in de loop van een jaar, de uren waarop het aanspraak kan maken niet gebruikte of slechts gedeeltelijk, wordt het overschot overgedragen; de minister onder wie hij ressorteert kan het aantal overdrachten tot 5 beperken.

Art. 7. § 1. De minister onder wie het personeelslid ressorteert bepaalt de nadere regels voor de toekenning van de vormingsverloven na advies van de overlegcommissie bedoeld in artikel 2, § 2.

§ 2. Het vormingsverlof kan niet verscheidene malen worden toegekend om aan eenzelfde vormingsactiviteit deel te nemen.

Art. 8. Le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions fixe les modalités de contrôle de l'inscription et de l'assiduité aux activités de formation.

Art. 9. Si, au terme d'une activité de formation ou d'une année scolaire, il est constaté que l'agent a obtenu des congés de formation qui ne sont pas justifiés par son assiduité, ces congés sont déduits de son congé annuel de vacances de l'année suivante.

Section 3

Des indemnités accordées aux bénéficiaires de la formation

Art. 10. Les agents qui participent à une activité de formation organisée ou proposée par l'administration ont droit au remboursement des frais de parcours aux conditions et suivant les taux établis pour le personnel des ministères.

Art. 11. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 novembre 1982.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,

Ch.-F. NOTHOMB

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,

L. WALTNIEL

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

F. 83 — 15

30 NOVEMBRE 1982. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 mars 1953 concernant le commerce des viandes de boucherie et réglementant l'expertise des animaux abattus à l'intérieur du pays

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 1953 concernant le commerce des viandes de boucherie et réglementant l'expertise des animaux abattus à l'intérieur du pays, notamment l'article 4, modifié par l'arrêté royal du 19 août 1960, l'article 5, l'article 6, modifié par l'arrêté royal du 19 août 1960, et l'article 7, § 1er, alinéa 1er, l'article 7, § 2bis, inséré par l'arrêté royal du 17 juin 1976 et modifié par l'arrêté royal du 9 septembre 1981;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que, dans l'intérêt de la santé publique et afin de garantir la vente de viandes de boucherie aux consommateurs dans des conditions hygiéniques par des personnes qualifiées, il est nécessaire de soumettre sans délai à un contrôle efficace les abattages d'animaux dont la viande est destinée à la consommation par le propriétaire de l'animal;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 4 de l'arrêté royal du 9 mars 1953 concernant le commerce des viandes de boucherie et réglementant l'expertise des animaux abattus à l'intérieur du pays, modifié par l'arrêté royal du 19 août 1960, est complété par l'alinéa suivant :

« La déclaration d'abattage d'un animal de boucherie doit être faite avant l'abattage et avant l'examen ante mortem quand celui-ci est obligatoire. »

Art. 8. De minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort stelt de modaliteiten vast inzake controle op de inschrijving en op de regelmatige aanwezigheid bij de vormingsactiviteiten.

Art. 9. Indien na verloop van een vormingsactiviteit of van een schooljaar, wordt vastgesteld dat de ambtenaar vormingsverloven heeft bekomen die niet gerechtvaardigd worden door zijn regelmatige aanwezigheid, worden deze verloven afgetrokken van zijn vakantieverlof van het volgende jaar.

Afdeling 3

De vergoedingen toegekend aan de begunstigen van de vorming

Art. 10. De ambtenaren die aan een door het bestuur georganiseerde of voorgestelde vormingsactiviteit deelnemen zijn gerechtigd op de terugbetaling van de reiskosten onder de voorwaarden en volgens de bedragen die bepaald zijn voor het personeel van de ministeries.

Art. 11. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 november 1982.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Openbaar Ambt.

Ch.-F. NOTHOMB

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,

L. WALTNIEL

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN

N. 83 — 15

30 NOVEMBER 1982. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 maart 1953 betreffende de handel in slachtvlees en houdende reglementering van de keuring der hier te lande geslachte dieren

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 maart 1953 betreffende de handel in slachtvlees en houdende reglementering van de keuring der hier te lande geslachte dieren, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 augustus 1960, artikel 5, artikel 6, gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 augustus 1960, artikel 7, § 1, eerste lid, artikel 7, § 2bis, ingevoegd bij koninklijk besluit van 17 juni 1976 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 9 september 1981;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het, in het belang van de volksgezondheid en ten einde de verkoop van slachtvlees aan de verbruikers onder hygiënische voorwaarden door bevoegde personen te waarborgen, nodig is de slachtingen van dieren waarvan het vlees bestemd is voor consumptie door de eigenaar van het dier, onverwijld aan een efficiënt toezicht te onderwerpen;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 4 van het koninklijk besluit van 9 maart 1953 betreffende de handel in slachtvlees en houdende de reglementering van de keuring der hier te lande geslachte dieren, gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 augustus 1960, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De slachtingsaangifte van een slachtdier moet gedaan worden vóór het slachten en vóór het onderzoek ante mortem wanneer dit verplicht is. »